

GARNEAU v. LAPLANTE

Droit municipal — Lettre de démission d'un échevin — Demande de copie Archives — Requête pour mandamus — Loi des cités et villes (S.R.Q. 1941, ch. 233), art. 59, 82, 84, 85, 87, 89, 95, 96, 99, 103.

Le mot « archives » que l'on trouve dans les articles 87 et 89 de la Loi des cités et villes désigne principalement l'ensemble des écrits et documents constatant les actes de la vie corporative de la municipalité et, subsidiairement, les livres, registres, rôles ou autres documents que la loi décrit comme tels.

Il n'y a lieu à *mandamus* pour enjoindre au secrétaire-trésorier d'une cité ou d'une ville de produire copie d'un document que si ce document fait partie des archives municipales. Dans l'espèce, la lettre de démission d'un échevin, dont le requérant demande copie, n'avait pas encore été soumise au conseil municipal, au moment où il a formé sa requête en *mandamus* et, par conséquent, jusqu'à ce que le conseil en prenne connaissance, elle ne faisait pas encore partie des archives. La requête est prématurée et doit être rejetée.

REQUÊTE demandant l'émission d'un *mandamus*.

Jugement: Attendu que, par sa requête, le requérant, en sa qualité de contribuable, demandait l'émission d'un bref péremptoire pour enjoindre à l'intimé, secrétaire-trésorier de la Ville de Courville, de lui transmettre copie de la lettre de démission d'un échevin du nom de Leclerc;

Attendu que, à l'appui de sa requête, il expose sa qualité d'électeur et de contribuable, le défaut de l'intimé de porter cette lettre à l'attention du conseil et son refus de lui en fournir copie;

Attendu que l'intimé, avec la permission du tribunal, a produit une contestation écrite dans laquelle il oppose, en substance, que la lettre, n'ayant pas été soumise au conseil, ne formait pas partie des archives et qu'il ne pouvait en être délivré copie, et qu'il oppose subsidiairement le défaut du requérant d'avoir offert préalablement les honoraires requis pour l'obtention de copie de document, l'absence de mise en demeure légale et l'absence de préjudice;...

Attendu que, à la date de l'audition, la requête n'avait plus sa raison d'être, la lettre de démission ayant été considérée et

L'hon. juge Yves Bernier. — No 117,406. — Québec, 30 août 1962. Marquis, André Marceau et Jessop, pour le demandeur. — Depeyre, Gaston Michaud, Beaudry et Vallée, pour l'intimé.

acceptée par le conseil et rendue publique; la requête fut cependant soumise pour décision quant aux frais, d'où la nécessité de l'examiner au mérite pour décider si elle était fondée lorsqu'elle a été formulée.

M. le juge Challies, dans *Simon v. City of Verdun* (1), énonce les principes qui régissent le *mandamus*, en ces termes:

To obtain a *mandamus*, three conditions must be fulfilled:

1. There must be an imperative duty on the municipality or the municipal official;
2. There must be a refusal or negligence to carry out the duty;
3. There must be no other recourse.

Il faut donc, comme condition préalable au *mandamus*, une prescription impérative et formelle de la loi imposant à un officier municipal l'accomplissement d'un devoir qu'il refuse d'accomplir. Le requérant prétend que ces prescriptions de la loi, qui donneraient ouverture à son recours, sont les articles 87, 99 et 103 de la Loi des cités et villes (2).

L'intimé est secrétaire-trésorier de la Ville de Courville. L'article 103 dit que la fonction de secrétaire-trésorier n'est, en réalité, que le cumul des deux fonctions de greffier et de trésorier, comportant les devoirs et les obligations de ces deux fonctions. Le document dont on requiert ici copie ne concerne en rien les fonctions de trésorier: perception des comptes, garde des deniers de la municipalité (art. 93), tenue des records financiers et garde des pièces justificatives relativement aux questions financières (art. 96). L'article 99, qui concerne la publicité des documents dont le trésorier a la garde, n'a donc pas d'application ici.

La lettre dont il est ici question n'était pas destinée au trésorier, mais au conseil, car la démission d'un échevin « est de nul effet tant qu'elle n'a pas été acceptée par résolution du conseil » (art. 59). Il appartient au greffier qui l'aura reçue, en tant que personne en charge du siège social de la corporation (art. 82), de la soumettre à l'attention du conseil dont il est le secrétaire (art. 85).

Le greffier cumule aussi la fonction d'archiviste de la municipalité (art. 82). L'article 84 énumère ce que, en cette triple capacité, il a sous sa garde et sous son « contrôle »; ce sont les « livres, registres, plans, cartes, archives et autres documents et papiers appartenant à la municipalité, ou qui

(1) [1956] R.P. 337, à la p. 348.

(2) S.R.Q. 1941, ch. 233.

sont produits, déposés et conservés dans le bureau de la municipalité ».

Mais ce ne seront que « les registres et documents en la possession du greffier et faisant partie des archives du conseil » dont il devra permettre l'inspection par les contribuables (art. 89) ; il ne sera tenu de fournir copie ou extrait que « de livre, rôle, registre, document ou autre papier faisant partie des archives ».

Ce ne sera donc qu'en tant qu'archiviste que le secrétaire-trésorier est affecté par les prescriptions des articles 87 et 89 de la Loi des cités et villes.

Dans les autres provinces, le principe est le même. Rogers (3) écrit ce qui suit :

The right of the public and others to the inspection of municipal records has been the subject of judicial comment. It appears that there is no common law right of an inhabitant or ratepayer to have disclosed to him all available information relating to the affairs of a municipality. Subject to statute, the giving of such information rests entirely in the discretion of the local authorities.

En ce qui concerne les documents qui sont sous la garde et le « contrôle » du greffier, les contribuables d'une municipalité régie par la Loi des cités et villes n'ont donc accès qu'aux archives. Mais quels sont les documents qui font partie des archives ? Nulle part dans la loi ce terme n'est défini. C'est donc dans le sens usuel du mot et dans le contexte qu'on pourra en trouver le sens.

Au *Nouveau Larousse Universel* (1948) on définit les « archives » comme étant les « anciens titres, chartes, manuscrits et autres documents importants concernant l'histoire d'un Etat, d'une ville, d'une famille, d'une administration publique ou privée ».

Villargues (4) lui donne le même sens :

Le mot « archives » se dit tantôt des anciens titres, chartes et autres actes importants... tantôt du lieu où l'on garde ces sortes de titres.

Dans *Encyclopædia Britannica* (5), sous le mot *record*, après avoir dit que les *documentary records* s'appellent « archives », on en donne la définition suivante :

In its accurate sense a record is a document regularly drawn up for a legal or administrative purpose and preserved in a proper custody to perpetrate the memory of the transaction described in it.

(3) *The Law of Canadian Municipal Corporations*, t. 1 (1959), n. 48.52, p. 250.

(4) *Dictionnaire de droit civil*, 4e éd., t. 1 (1852), p. 350.

(5) 11e éd., t. 22 (1911), p. 958.

Dans Rogers (6), on lit ce qui suit :

Since a municipality, like any other corporation, can speak only through its records, it should and is usually required to keep a record of its proceedings.

McQuillin (7) exprime la même idée :

Usually the law requires municipal corporations to make written records of their transactions and proceedings.

De ce qui précède, des énumérations contenues aux articles 87 et 89, et de l'ensemble de la Loi des cités et villes, le tribunal croit pouvoir définir le mot « archives » y employé comme étant principalement l'ensemble des écrits et documents constatant les actes de la vie corporative de la municipalité et, subsidiairement, les livres, registres, rôles ou autres documents que la loi décrit comme tels. Le *record* documentaire de la vie corporative se trouve d'abord dans les procès-verbaux tenus par le greffier comme secrétaire du conseil et de la municipalité, soit le compte rendu des procédés de l'incorporation et des modifications apportées à la charte, celui de la formation, de la composition et des délibérations de son conseil, de la nomination de ses officiers, etc., et de tous les documents qui y sont accessoires, tels la charte et ses amendements, les règlements, les contrats, les documents d'assermentation des membres du conseil et des officiers de la municipalité, et aussi tous les documents provenant de tierces personnes ou soumis par les officiers de la municipalité et qui ont fait l'objet des délibérations du conseil.

Dans le présent cas, la lettre de démission de l'échevin Leclerc ne fait pas l'objet d'une stipulation de la loi, qui en constitue un document des archives ; au moment où la requête fut formée, elle n'était pas une manifestation de la vie corporative parce que la municipalité, par son conseil, n'en avait pas encore pris connaissance ; c'était un document provenant d'une tierce personne, qui n'était en possession du greffier qu'en sa qualité de chef du bureau pour être soumis au conseil dans le cours normal des choses. Cette lettre de démission était une décision unilatérale qui ne pouvait affecter la municipalité sans l'approbation de son conseil et il semble qu'elle était révocable par son auteur en tout temps avant cette acceptation. Une telle lettre, à la date de la requête, ne faisait pas partie des archives de la municipalité et le greffier n'était pas tenu

(6) *Op. cit.*, n. 48.51, p. 249.

(7) *The Law of Municipal Corporations*, 3e éd., t. 5 (1949), n. 14.01, p. 2.

d'en donner copie. Par la suite, ayant été l'objet des délibérations du conseil, elle est entrée dans les archives comme accessoire à ces délibérations.

L'existence d'une prescription impérative de la loi étant une condition *sine qua non* au droit au *mandamus*, vu la conclusion à laquelle le tribunal arrive, il n'y a pas lieu pour lui d'étudier le mérite des autres moyens secondaires soulevés par l'intimé;

Considérant que le requérant, contribuable de la Ville de Courville, a requis l'émission d'un bref péremptoire pour enjoindre à l'intimé, secrétaire-trésorier, de lui fournir copie d'une lettre de démission d'un échevin;

Considérant qu'une telle démission non acceptée par le conseil est sans effet;

Considérant que, jusqu'à ce que le conseil en prenne connaissance, une telle lettre ne faisait pas partie des archives municipales;

Considérant que ce n'est qu'en tant qu'archiviste que le greffier est tenu par la loi de donner copie des documents dont il a la garde;

Considérant que la requête, à la date où elle fut formée, était prématurée et mal fondée;

Requête rejetée.

PUNGER v. HERITIERS DE FEU ERNIO SEREGA
dit RADICIONE et THE EMPLOYERS' LIABILITY
ASSURANCE CORPORATION LIMITED, tierce saisie

Assurance-automobile — Saisie-arrêt après jugement obtenu par un voyageur blessé — Compagnon de travail transporté moyennant rémunération — Violation des conditions de la police — Paiement volontaire par l'assureur des dommages causés au véhicule assuré Reconnaissance de la validité de la police — Fin de non-recevoir C.C., art. 2468.

L'assureur qui a volontairement choisi d'exécuter les obligations qu'il avait assumées, en payant les dommages causés à la voiture couverte par le contrat d'assurance, bien qu'il sût que l'assuré, contrairement aux conditions de la police, se servait du véhicule pour trans-

L'hon. juge C.-E. Ferland. — No 14,501. — Joliette, 2 novembre 1961. Maurice Breton c.r., pour le demandeur. — L'hon. Maurice Tellier c.r. et Maurice Majeau c.r., pour les défendeurs.

porter, moyennant un dédommagement bénévole, des compagnons de travail, dont il était le contremaître, de sa résidence à l'usine et *vice versa*, renonce par ce paiement au droit d'invoquer ces irrégularités ou de contester la validité de cette police sur la saisie subséquemment pratiquée en exécution d'un jugement condamnant l'assuré à payer des dommages-intérêts par suite de blessures subies par l'un desdits compagnons de travail qui voyageait dans l'automobile lors de cet accident.

Il s'agit là d'une fin de non-recevoir qu'on appelle en droit français renonciation aux vices par l'exécution volontaire de l'obligation et en droit anglais *estoppel*, reconnue à maintes reprises par la doctrine et la jurisprudence.

CONTESTATION de la déclaration négative d'un tiers saisi.

Jugement: Attendu qu'il s'agit de la contestation de la déclaration négative de la tierce saisie sur un bref de saisie-arrêt après jugement émis en exécution d'un jugement de ce tribunal en date du 24 août 1959, condamnant les défendeurs à payer au demandeur \$9,901 avec intérêts et dépens pour des dommages subis par le demandeur pendant qu'il voyageait dans l'automobile de feu Radicione, à la suite d'une collision sur un chemin public entre un camion et l'automobile de Radicione qui était alors assuré contre les accidents par la compagnie tierce saisie.

Dans sa déclaration négative, la tierce saisie, qui admet l'existence du contrat d'assurance, refuse de reconnaître sa dette en invoquant une cause de nullité et de déchéance du contrat comme suit:

The assured violated the terms and/or conditions of the policy and among other things the assured had been using his vehicle as a taxicab, a public omnibus, and had been carrying passengers and/or objects for compensation and hire during the policy period.

Le demandeur a contesté la déclaration négative de la tierce saisie en affirmant que le contrat d'assurance était en vigueur et contenait une stipulation engageant la responsabilité de la tierce saisie envers les tiers y compris le demandeur qui voyageait dans l'automobile assurée au moment de la collision. Le demandeur ajoute qu'il n'y a pas de clause dans ledit contrat d'assurance permettant à la tierce saisie de déclarer la nullité absolue dudit contrat sans jugement d'un tribunal; que la tierce saisie a d'ailleurs reconnu sa responsabilité et la validité dudit contrat d'assurance, en payant à Industrial Corporation Limited l'indemnité prévue à ladite police pour la perte de ladite automobile par collision et que la tierce saisie connaissait déjà les faits qu'elle invoque maintenant comme cause de nullité et de déchéance de la police;